

# La fonction publique territoriale suscite l'intérêt croissant des surdiplômés : « Ce que je voulais, c'est être au service du citoyen »

A l'Institut national des études territoriales, le nombre de candidats au concours d'entrée croît depuis quatre ans. Les étudiants y voient une possibilité de s'investir concrètement dans le service public de proximité.

Lemonde.fr | Par [Sofia Hullot-Guiot](#)

Publié le 29/04/2024 à 04h45 | Temps de Lecture 4 min.



L'Institut national des études territoriales, à Strasbourg, en 2023 PASCAL BASTIEN

« Si j'ai tenté l'Institut national des études territoriales [INET] pour le prestige ? Mais oui, clairement », s'amuse Etienne Ariaux, 24 ans. Cet élève administrateur, diplômé d'un master en politiques publiques obtenu à Sciences Po Paris, a préparé le concours d'entrée de l'INET pendant deux ans. Si la haute fonction publique lui semblait être « la suite logique » de son parcours, le choix de la « territoriale » s'est fait progressivement : « J'étais attiré par les relations internationales. Mais, lors de mes stages, j'ai regretté l'absence de concret, le côté hors-sol. Moi, ce que je voulais, c'est être au service du citoyen. » Alors, le jeune homme bifurque : plutôt que l'Institut national du service public (INSP, anciennement ENA), il se tourne vers l'INET, qui forme à la direction des collectivités territoriales.

Comme Etienne Ariaux, les candidats au concours de la haute fonction publique territoriale affluent chaque année. Depuis quatre ans, leur nombre est même en pleine croissance : de

707 candidats en 2020, ils sont passés à 1 063 en 2023, pour un nombre de places quasi équivalent : 50 en 2020, 54 en 2023. La sélectivité augmente, elle aussi : en 2020, les candidats avaient plus d'une chance sur sept d'être lauréat du concours, ils ne sont plus qu'un sur onze à intégrer l'INET aujourd'hui. Un attrait qui contraste avec les difficultés de recrutement que la fonction publique territoriale rencontre ces dernières années.

Moins connu que l'INSP, qui forme les hauts fonctionnaires de l'Etat, l'INET a été fondé en 1997 pour dispenser la formation initiale et continue des administrateurs, dirigeants, conservateurs de bibliothèques et du patrimoine et ingénieurs en chef des collectivités territoriales. La formation après le concours – dont les épreuves commenceront le 24 juin cette année – comprend neuf mois de cours au sein de l'institut strasbourgeois, en alternance avec neuf mois de terrain : chaque élève effectue cinq stages sur l'ensemble du territoire, dans différents domaines. A l'issue de leur scolarité, ces derniers intègrent une liste d'aptitude leur permettant de prétendre aux postes de la haute fonction publique territoriale (catégorie A+).

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Les bachelors, des diplômés devenus incontournables pour les grandes écoles d'ingénieurs](#)

## Donner du sens à son travail

Tarik Aïssa, 25 ans, est entré à l'INET en 2022, avec un master obtenu à Sciences Po et la volonté d'« avoir un impact réel sur la vie des gens ». Le jeune homme, originaire de Villeurbanne (Rhône), s'intéresse aux enjeux de transition écologique et sociale. « Contrairement à l'INSP [où les stagiaires sont nommés à des postes en fonction de leur classement en sortie d'école], la territoriale permet de choisir son employeur en fonction des projets qu'on souhaite mener. J'ai besoin d'être en cohérence avec mes valeurs, de servir un projet en lequel je crois réellement », assure-t-il.

Cette volonté de donner du sens à son travail est aussi évoquée par Sarah Daunay, 33 ans. La jeune femme, issue de la fonction publique d'Etat, a passé le concours en interne avec le souhait de faire plus d'opérationnel : « Je veux lutter contre les discriminations, notamment LGBT-phobes, en développant la formation sur ces sujets au sein des collectivités où j'exercerai », explique-t-elle.

A Sciences Po Paris, Farzad Khodabandehlou, responsable de la préparation aux concours administratifs, constate également une prédilection pour le service public de proximité chez ses étudiants : « Sur les quinze concours auxquels nous préparons les élèves, l'INET est le premier choix de 25 % à 30 % d'entre eux, le deuxième concours le plus préparé par nos étudiants derrière l'INSP. » L'école d'affaires publiques de l'établissement accueille 900 élèves, dont près de la moitié tente les concours de la haute fonction publique. Mais la préparation attire aussi des étudiants externes à Sciences Po : « Depuis 2023, on observe une hausse de 15 % des candidatures externes », précise Farzad Khodabandehlou. Parmi les lauréats des trois dernières promotions de l'INET, 60 % à 70 % sont issus de la préparation Sciences Po.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [La « génération Covid », en master aujourd'hui, toujours en proie aux difficultés : « Lorsqu'on a repris les oraux pour la première fois à la fac, je ne savais plus m'exprimer »](#)

Une homogénéité académique contre laquelle la réforme de la haute fonction publique, lancée en 2021 par Emmanuel Macron, visait pourtant à lutter. Pour Belkacem Mehaddi, directeur de l'INET, qui considère la diversité des étudiants comme fondamentale, une évolution des

concours est nécessaire pour ne plus favoriser certaines filières. Mais il insiste également sur le rôle de l'INET pour conserver cette diversité : « *On ne peut pas vouloir une diversité à l'entrée et produire ensuite des clones. Il faut que cette diversité se retrouve dans nos collectivités.* »

## Elargir les profils des élèves

C'est dans cette optique que des « prépas talents » ont été mises en place en 2021 : destinées aux élèves boursiers, elles offrent des moyens matériels et financiers pour préparer les concours. A l'INET, 15 % des places du concours externe sont réservées aux élèves issus de ces prépas. Baptiste Le Diraison, 26 ans, n'aurait jamais envisagé de faire l'INET sans cette préparation. Ce fils d'une mère Atsem et d'un père agent technique des espaces verts, deux concours de catégorie C, envisageait bien de rejoindre la fonction publique territoriale, comme ses parents, mais ne pensait pas aux postes les plus gradés. « *Outre les aspects matériels et pédagogiques, la prépa nous aide à acquérir des codes. On travaille l'oral et la posture, par exemple* », raconte l'étudiant, titulaire de deux masters en histoire du droit et en droit de l'environnement.

Pour autant, Mathieu Dubois, directeur de la prépa talent-INET de Nantes jusqu'en 2022, regrette que la sélection des élèves – faite par un jury d'administrateurs, eux-mêmes issus de l'INSP ou de l'INET – reflète la culture académique des deux instituts : « *Entre un tiers et la moitié des élèves viennent des instituts d'études politiques. La diversification est donc limitée.* »

Pour élargir les profils des élèves de l'INET, une indemnité de compensation a également été créée pour inciter les agents de la fonction publique en poste, titulaires ou contractuels, à intégrer l'institut. Titouan Le Corre, 35 ans et père de deux enfants, arrivait au bout de son deuxième contrat à durée déterminée de délégué du préfet de Seine-Saint-Denis. La possibilité de garder sa rémunération pendant les dix-huit mois de formation à l'INET l'a poussé à tenter le concours, lui qui avait pourtant refusé de le faire il y a dix ans, quand il était tout juste diplômé d'un master en affaires publiques à Sciences Po : « *J'ai fait beaucoup de terrain et j'aimerais maintenant avoir plus de responsabilités et de leviers pour agir. Sans l'INET, ces postes sont difficiles à obtenir* », explique-t-il.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Fatima Ouassak, autrice : « A Science Po Lille, je prends conscience d'être fille d'ouvrier, et se pose alors la question de la survie »](#)

Après leur dernier stage, la formation des élèves de la promotion 2022 prendra fin. Tarik Aïssa se dit prêt à changer de région : s'il reste attaché à sa ville d'origine, dans le Rhône, il est ouvert à tous les territoires. Son expérience au sein de la Seine-Saint-Denis a confirmé son envie d'agir « *dans une collectivité qui présente des défis* ». Il sera alors probablement confronté, comme ses camarades, à la pénurie d'agents. En 2023, dans la petite couronne parisienne, 20 000 postes de catégories A, B et C étaient vacants. Un défi certain pour ces futurs dirigeants : difficile d'assurer un service public de qualité quand les moyens humains manquent à ce point.

[Sofia Hullot-Guiot](#)

[https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/04/29/la-fonction-publique-territoriale-suscite-l-interet-croissant-des-surdiplomes-ce-que-je-voulais-c-est-etre-au-service-du-citoyen\\_6230466\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/04/29/la-fonction-publique-territoriale-suscite-l-interet-croissant-des-surdiplomes-ce-que-je-voulais-c-est-etre-au-service-du-citoyen_6230466_4401467.html)